

DÉCISION N° 26-20

Objet : 2026_66_CNT – Audit à distance sur les anomalies de paie – CIRIL

Le Président du SIGIDURS,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2121-29, L.5211-2, L.5211-9,

Vu le Code de la commande publique, et notamment l'article R.2122-8 qui dispense de toute procédure de publicité et de mise en concurrence les marchés inférieurs à 60 000 € HT,

Vu la délibération n° 26-40 du 18 mai 2026 donnant délégation de pouvoir de l'Assemblée délibérante d'une partie de ses compétences au Président, et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, la signature, l'exécution et le règlement des marchés de travaux, de fournitures et de services, dont le montant est inférieur à 2 000 000 € HT, ainsi que de l'ensemble des actes et avenants correspondant à ces marchés,

Considérant le besoin du SIGIDURS de fiabiliser ses procédures internes de gestion des ressources humaines, et notamment de contrôler la conformité des traitements de la paie des agents du syndicat,

Considérant que la réalisation d'une prestation d'audit à distance sur les anomalies de paie assortie d'un compte rendu et de préconisations répond à cet objectif de contrôle et de performance administrative,

Considérant le devis n° 2025-02541-01 du 14 octobre 2025 établi par la société CIRIL, d'un montant de 1 462,50 € HT, soit 1 755,00 € TTC, répond aux besoins du syndicat,

DÉCIDE

Article 1 - D'approuver les termes du devis valant contrat, tel que joint, ayant permis la réalisation de l'audit dans les conditions suivantes :

Bénéficiaire : **CIRIL**, 49 avenue Albert Einstein, BP 12074, 69603 VILLEURBANNE Cedex

Montant : 1 462,50 € HT / 1 755,00 € TTC

Article 2 – D'autoriser la régularisation de la dépense afférente à cet audit conformément au dossier d'inscription joint.

Article 3 - De constater que cette dépense s'inscrit dans le cadre des crédits alloués à l'exercice en cours.

Article 4 - L'imputation de la dépense sur les crédits de l'exercice correspondant.

Article 5 - Le présent acte peut faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois, à compter de son rendu exécutoire, pour saisir le tribunal administratif compétent. Le tribunal administratif peut être saisi notamment au moyen de l'application informatique Télérecours citoyen accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 6 - Monsieur le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution de la présente décision dont ampliation est adressée :

- à Monsieur le Sous-préfet de Sarcelles,
- à Madame le Trésorier Principal de Sarcelles.

Fait à Sarcelles, le 25 juin 2026,

Par délégation,
Le Président du SIGIDURS

Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La transmission au représentant de l'Etat le : 30/06/2026
- La publication le : 30/06/2026
- La notification le : 30/06/2026